

peut se présenter du vivant de la génération présente, voici ce qui se produirait: l'Opposition serait forcée de joindre ses forces avec celles du Gouvernement et de s'unir à lui, sous peine d'extinction politique complète. En face de la demande générale qui doit exister avant que la participation à la guerre soit décidée, l'Opposition sachant que le Premier Ministre est obligé, par suite de son engagement solennel de soumettre le sort de son Gouvernement au vote populaire, après avoir engagé le pays dans le conflit, l'Opposition, dis-je, dans les circonstances, trouverait qu'il est non-seulement de son devoir mais de simple sagesse de s'unir immédiatement avec le Gouvernement, et ceci mettrait fin aux roueries politiques pour toute la durée de la guerre et non pas seulement pour une partie du conflit.

Plusieurs prétendent qu'une élection pendant la guerre est le pire de tous les maux. Il n'y a aucun doute qu'une telle élection présente des difficultés et des objections; mais ceux qui se complaisent dans ces objections et refusent d'envisager les conséquences de toute autre alternative, sont les victimes inconscientes d'un sentiment d'émotion plutôt que les partisans de la raison et de l'expérience. Personne à ma connaissance a jamais prétendu que nous aurions pu nous dispenser en 1917 de l'élection tenue pendant la guerre. Les conséquences de toute autre alternative étaient si apparentes et si menaçantes, que toutes les opinions contraires à la tenue de l'élection, furent réduites au silence. Nous étions arrivés au point où il fallait obtenir un mandat, et nous nous préparâmes à obtenir ce mandat. Si donc, il ne nous était pas possible de continuer notre participation à la guerre sans un appel au peuple, quelqu'un voudra-t-il me dire comment nous pourrions caresser l'espoir d'éviter un appel au